



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Grand débat

Question au Gouvernement n° 1861

Texte de la question

GRAND DÉBAT

M. le président. La parole est à M. Olivier Becht.

M. Olivier Becht. Je voudrais d'abord féliciter notre pays pour la tenue de ce grand débat national qui vient de s'achever. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) C'est un exercice de démocratie inédit sous notre République, qui aura permis à chaque Français de s'exprimer sur ses problèmes mais aussi sur l'avenir de notre nation.

Toutefois, ce grand débat a suscité une nouvelle espérance qu'il serait fou de décevoir. C'est pourquoi nous sommes persuadés que le grand débat doit déboucher sur un grand projet et non pas sur l'addition de mesures qui seraient dépourvues d'un sens global.

M. Éric Straumann. C'est pourtant ce qui s'annonce !

M. Olivier Becht. En effet, la crise que nous vivons n'est pas une crise nationale, c'est une crise mondiale. Elle prend des formes différentes mais elle tire partout ses racines de l'épuisement du modèle de développement occidental que nous avons mondialisé après la chute de l'empire soviétique.

Pour sortir de la crise, il nous faudra donc plus que quelques mesures techniques : il nous faudra penser un modèle nouveau, un modèle qui ne renonce ni au progrès, ni au capitalisme, ni à l'échange avec les autres nations du monde mais qui intègre davantage la fraternité, l'humain et la responsabilité vis-à-vis de la planète.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est mal parti !

M. Olivier Becht. Vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, il est temps d'agir. Alors mes questions sont simples : quelle est la stratégie du Gouvernement ? A-t-il l'intention de travailler avec les Français à l'élaboration de ce nouveau modèle économique, social et environnemental ? Et si oui, comment comptez-vous associer toutes les forces de ce pays qui souhaitent faire triompher le progrès sur la résignation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir et quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, je vous remercie de me donner aujourd'hui l'occasion de vous répondre sur la concrétisation politique du grand débat national.

Sur ce débat, on a tout entendu : que les Français le bouderaient, qu'il s'agirait d'un simulacre de démocratie, somme toute d'une opération de communication... (« *C'est vrai !* » sur les bancs des groupes LR et GDR.)

Pendant deux mois pourtant, les Français ont répondu aux sceptiques. Ce sont eux qui ont décidé des contours de ce grand débat (« *Non !* » sur les bancs du groupe LR), ce sont eux qui ont fait le choix d'une participation massive, partout sur notre territoire, du plus petit village à la plus grande ville. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Ce sont aussi les maires, et je veux ici les saluer,...

M. Maxime Minot. Il serait temps !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. ...qui ont mis à disposition, dans la moitié des communes, des cahiers de doléances.

M. Fabien Di Filippo. Des « cahiers de doléances » ! Rien que ça...

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Nous sommes maintenant dans le temps de la restitution. Dès hier, le Premier ministre a livré les enseignements du grand débat. Nous nous engageons à adopter des solutions qui transformeront le quotidien des Français. Vous avez raison de le souligner, l'attente est forte et elle concerne tous les champs de notre action. Je m'attarderai ici sur deux d'entre eux.

M. Fabien Di Filippo. Arrêtez de lire votre fiche !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. S'agissant de l'urgence climatique d'abord, au début de la crise des gilets jaunes, certains ont pu douter de la prise de conscience de nos concitoyens. Mais l'urgence environnementale est l'une de leurs préoccupations majeures, en particulier pour les plus jeunes. Nous nous devons d'être au rendez-vous.

M. Éric Straumann. Alors, quelles propositions ?

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Quant à la justice fiscale ensuite, elle fait l'objet d'une demande forte de nos concitoyens. Nous l'avons entendue.

M. Pierre Cordier. Il était temps !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Nous avons déjà agi, avec la disparition progressive de la taxe d'habitation. Nous poursuivrons nos efforts.

M. Éric Straumann. Est-ce qu'on rétablit l'ISF ?

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. La demande d'équité s'accompagne du besoin impérieux de comprendre à quoi servent nos impôts.

M. Fabien Di Filippo. Dix sur dix en lecture. Elle fait même les liaisons !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. J'ai aussi entendu, comme vous, monsieur le député, la demande d'un dialogue renouvelé entre ceux qui représentent et ceux qui sont représentés. Nous devons régénérer nos processus de décision démocratique pour construire une République délibérative. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Soyez assurés que le Gouvernement a bien entendu. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. le président. Merci, mes chers collègues pour votre sens de l'accueil... (*Sourires.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Becht](#)

Circonscription : Haut-Rhin (5^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1861

Rubrique : État

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2019](#)